

L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°17 Septembre 2022

LUTTES SOCIALES
PRÉPARER LES RIPOSTES
ÉCOLOGIE
L'URGENCE, RENSERVISER LE
SYSTÈME
ACTUALITÉ LOCALE
DES MOYENS POUR LES POMPIERS

Face aux attaques antisociales : résistons, contre-attaquons ! Dans la rue le 29 septembre !

En juillet, l'inflation a dépassé les 6% dans notre pays selon l'indice INSEE. Combien de salarié-es ont eu une augmentation de 6% ? Et qu'en est-il des pensions de retraites, allocations chômage, bourses et autres minima sociaux ? On est très loin du compte. Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde, en réalité le patronat en profite et il monte les prix pour faire plus de profits. Pendant que les grandes entreprises font des records de profits indécents (+26% pour les entreprises du CAC40 au premier semestre 2022), notre pouvoir d'achat et nos conditions de vie se détériorent. Et toutes les prévisions disent qu'à partir de cet automne et cet hiver ce sera pire ! De son côté le gouvernement a passé l'été à annoncer les futures casses sociales qu'il envisage et qui empireront encore la situation : bien sûr avec son projet de réforme des retraites qu'on commence à connaître, mais aussi avec encore une nouvelle attaque contre l'assurance chômage pour encore durcir les conditions d'accès et diminuer le montant des allocations, sans parler de la mise au travail gratuit des allocataires du RSA. Le temps de travail et les 35h sont aussi attaqués en facilitant le paiement des RTT dans le privé. Dans le public, dans de nombreux secteurs, les conditions de travail sont également rendues très difficiles notamment à cause du manque de moyens et de personnels de plus en plus importants, qui est aussi un choix politique du gouvernement. Face à toutes ces attaques, il va nous falloir construire et renforcer les luttes locales sur les lieux de travail et les luttes sectorielles qui mettent en mouvement un nombre important de salarié-es depuis l'année dernière. Car pour gagner et inverser le rapport de force qui nous est défavorable, il faut des luttes de masse, c'est à dire qui mobilisent une proportion importante des travailleuses et des travailleurs du pays. Puis il faut que les luttes convergent et deviennent un mouvement interprofessionnel fort et coordonné pour faire échouer les offensives du gouvernement et pour pouvoir à notre tour passer à l'offensive ! Pour cela, tachons de nous saisir au mieux de la date de mobilisation interpro du 29 septembre appelée par la CGT et Solidaires ! Soyons toutes et tous dans la rue ce jour là. Il n'est pas non plus impossible qu'une nouvelle explosion sociale se déclenche en dehors des cadres traditionnels tant la période va être difficile à vivre pour beaucoup. Dans ce cas nous ferons ce que nous pourrons pour mettre notre savoir faire militant au service du mouvement pour essayer de le mener à la victoire, à l'obtention de ses revendications, et le plus loin possible jusque dans la remise en cause du système capitaliste.

Réchauffement climatique : pas de solution dans le cadre du capitalisme !

Malheureusement, les premiers effets du réchauffement climatique sont déjà là, ils sont bien plus importants que ce qui était prévu par les scientifiques et d'autres viendront inévitablement s'y ajouter. La sécheresse qui touche l'ouest de l'Europe est la plus importante depuis 250 ans. On a très bien vu ces effets cet été dans notre département avec les épisodes de canicule, les incendies, l'assèchement de la Loire et les pénuries d'eau, l'impact sur l'agriculture ... Nous n'avons donc pas d'autre choix que de nous adapter à ces effets et, on le voit, le capitalisme en est incapable. La raison est toujours la même : l'objectif de ce système économique est de permettre à ceux qui détiennent les capitaux de faire le maximum de profits, sans avoir à se soucier des conséquences sur la société, sur les populations et sur l'environnement. Il faut aussi enrayer au plus vite le phénomène de réchauffement climatique si nous voulons que notre espèce puisse continuer à vivre sur notre planète. Là aussi le capitalisme en est incapable. Bien que certaines et certains écologistes espèrent rendre ce système plus responsable et viable en le réformant, il ne peut en réalité que nous mener droit dans le mur. Pour éviter ses crises et pour ne pas qu'il s'effondre, il faut que les capitalistes maintiennent leurs taux de profits, il faut de la croissance. Et donc il faut produire toujours plus, piller toujours plus de ressources naturelles et polluer toujours davantage, se concentrer sur la recherche de profits plutôt que sur la recherche de réponses aux besoins du plus grand nombre et de la préservation de l'environnement qui nous est indispensable pour vivre. Il devient de plus en plus urgent, vital même, de sortir de cet système. À nous de nous organiser et d'agir collectivement pour sauver ce qui peut encore l'être.



International : Le capitalisme nous mène à la guerre, renversons le !

Durant tout l'été, la guerre a continué à faire rage en Ukraine sur fond d'affrontement entre puissances occidentales et la Russie. On a aussi vu des tensions inquiétantes monter entre la Chine et les États-Unis autour de Taïwan. Au Moyen-Orient, les habitants et habitantes de Gaza ont de nouveau subi d'importants et meurtriers bombardements israéliens. Partout les moyens mis par les États dans l'armement augmentent comme en France où Macron a annoncé une augmentation de 9 milliards du budget de l'armée sur 2 ans. Sans parler des discours de cet été du gouvernement qui nous parlent de guerre proche de nos portes et qui nous demandent de nous préparer à des sacrifices pour notre pays. Le monde dans lequel nous vivons ressemble de plus en plus à une véritable poudrière. La cause : le capitalisme et son corollaire l'impérialisme. Les États des grandes puissances s'affrontent pour défendre les intérêts de leurs classes dirigeantes, de leurs capitalistes respectifs, qui ont parfois besoin de la guerre pour maintenir leurs profits les plus élevés possible. Pour cela ces États utilisent leurs peuples, leurs classes travailleuses, les embrigadent avec des discours patriotiques et les dressent les uns contre les autres. En France nous ne subissons pas encore directement la guerre, mais si nous voulons éviter le pire nous devons plus que jamais refuser de laisser notre destin entre les mains de notre classe dirigeante, nous devons construire nos propres organisations, celles de notre classe, et lutter pour renverser ce système cynique et mortifère qu'est le capitalisme, en nous unissant avec tous les travailleurs et toutes les travailleuses du monde !

Système de santé : sale temps pour tomber malade !

Chaque fois que nous écrivons sur le secteur de la santé on a l'impression d'avoir touché le fond, pourtant chaque fois la situation semble s'empirer, que ce soit pour les conditions de travail des salarié-es comme pour l'accès aux soins et leur qualité. Dans de nombreux hopitaux des services d'urgences ont connu des fermetures pendant l'été faute de moyens pour les faire tourner. Au CHU d'Angers, le nombre de lits fermés qui était déjà de plus de 130 en juin a encore augmenté. La direction refuse de communiquer les chiffres exacts. Comme le ministère de la santé au niveau national, elle cherche à cacher la misère. Du côté du privé, sur 350 lits dans le Maine-et-Loire, seuls 90 sont ouverts à la clinique de l'Anjou. L'état de notre système de santé est de plus en plus inquiétant, alors que de nombreux et nombreuses salarié-es le désertent, n'arrivant plus à tenir le coup malgré leur dévouement. Et n'oublions pas que la pandémie du covid n'est pas encore derrière nous ! Il serait plus que temps socialiser ce qu'il reste de ce système de santé : c'est à dire de le retirer des mains de l'État, des groupes financiers et de la loi du marché, de le financer intégralement par les cotisations sociales et de le placer sous le contrôle des travailleurs et travailleuses, des usagers et des usagères. Nos mobilisations seront décisives.

Ici comme aux USA, partout défendons le droit à l'IVG !

Mercredi 29 juin se tenait à Angers un rassemblement sur la place du Ralliement pour le droit à l'IVG et en solidarité avec les femmes vivants aux États-Unis qui se sont vues privées de ce droit fondamental à disposer de son corps et à choisir librement sa grossesse. Nous étions environ 300 personnes à avoir répondu à l'appel du Planning familial 49 auquel se sont associées d'autres organisations féministes, syndicales et politiques. Une demie-douzaine de militants d'extrême droite anti-IVG ont tenté de déployer une banderole aux abords du rassemblement mais ont vite été chassés de la place sous la pression des manifestantes et manifestants. En France il faut que le droit à l'IVG soit inscrit dans la constitution. Mais ce n'est pas tout, il faut que l'accès à l'IVG soit matériellement rendu possible sur tout le territoire. Pour cela, il faut que la durée du délai de recours à l'IVG soit rallongée, il faut supprimer la clause de conscience qui permet à des médecins de refuser de pratiquer des IVG, et il faut mettre des moyens dans les établissements de santé pratiquant l'IVG alors qu'ils sont plus de 130 à avoir fermés ces 10 dernières années. Et cela le gouvernement n'est pas prêt à le lâcher aussi facilement, préférant engraisser le patronat dont il est au service plutôt que de donner des moyens pour que les droits des femmes soient respectés. Face aux attaques des réactionnaires et de la bourgeoisie dans de nombreux pays du monde, la solidarité féministe internationale est aussi indispensable. Il faut la faire vivre comme lors du rassemblement de ce mercredi. Ce triste épisode de régression qui se déroule aux États-Unis nous rappelle que nos droits ne sont jamais acquis et que le rapport de force finit toujours par s'inverser dès lors que nous baissons notre vigilance et que nous cessons de nous mobiliser. Alors dès maintenant, construisons la contre-attaque féministe ! Organisons nous et investissons nous dans les associations et collectifs féministes, dans les organisations syndicales et leurs commissions femmes. Construisons des organisations féministes de masse et les mobilisations de masse qui seules nous permettront de mettre en place le rapport de force nécessaire pour défendre nos droits, pour en gagner de nouveaux. Et ne nous arrêtons plus jusqu'à avoir poussé l'avantage jusqu'au bout et jusqu'à nous être débarrassé de cette société patriarcale et capitaliste !

Grèves en Grande-Bretagne

Alors que l'inflation est aujourd'hui de 12 % en Grande-Bretagne, depuis mi-août, le pays connaît une vague de grèves comme on en avait pas vu depuis des décennies. Elle est suivie massivement dans les transports, dans les ports, dans des entreprises comme Amazon, dans le raffinage, dans l'industrie ou dans le bâtiment ... Elle devrait bientôt être rejointe par des secteurs comme la poste, les collectivités territoriales, la santé ou l'éducation. Pourvu que la grève continue à s'élargir, soutenons les grévistes si nous le pouvons, renseignons nous, parlons en, et suivons leur exemple !

Incendies dans le Maine-et-Loire, il faut plus de moyens pour les pompiers !

En ce mois d'août de nombreux feux ont brûlé des centaines d'hectares de forêt dans notre département. Le plus important a été celui de la région de Baugé-en-Anjou qui a brûlé plus de 1400 hectares et a nécessité l'évacuation de quelques 80 personnes. Plus de 500 pompiers et pompières professionnels ou volontaires ont été déployés en Anjou. Bien souvent ils et elles ont pu compter sur la mobilisation et la solidarité de nombreuses agricultrices et agriculteurs pour acheminer de l'eau, celles des travailleurs et travailleuses du secteur forestier ou de la construction pour défricher des accès, ou encore d'habitants et habitantes à travers des dons de nourriture, de produits de première nécessité ... De nombreux politiciens se sont empressés de féliciter les pompiers. Pourtant, pendant que les classes travailleuses subissent de plein fouet les conséquences des incendies et luttent en première ligne contre eux, ce sont bien ces politiciens et la classe capitaliste dont ils défendent les intérêts qui sont doublement responsables du réchauffement climatique qui favorise les incendies et du manque de moyens dont disposent les pompiers et pompières pour remplir au mieux leurs missions. Depuis des années, les sapeurs et sapeurs-pompiers et leurs syndicats alertent sur les manques de moyens et de personnels auxquels ils font face dans les SDIS (Services départementaux d'incendie et de secours). C'est la même chose à l'ONF (Office national des forêts) qui s'occupe de l'entretien des forêts et donc de la prévention des incendies. L'État remplit bien là son rôle de défenseur des intérêts capitalistes et préfère continuer de distribuer l'argent public aux grandes entreprises et à leurs actionnaires plutôt que d'en mettre dans les services utiles voire vitaux pour la population et pour l'environnement. Seules nos luttes et le rapport de force peuvent permettre d'imposer les services publics dont nous avons besoin, avec des moyens à la hauteur des enjeux.



Contre la répression : solidarité avec Vincenzo Vecchi !

Saisie par la Cour de cassation de Paris sur « l'affaire Vincenzo Vecchi », la justice européenne impose que le militant anticapitaliste soit remis à l'Italie. 21 ans après les faits, il est toujours sous le coup d'une condamnation de 12 ans de prison pour le délit de « dévastation et pillage » introduit par une loi fasciste mussolinienne. Ce délit reconnaît un « concours moral » à des dégradations et des vols, donc une responsabilité pénale, pour la seule présence à une manifestation. Dans le cas de Vincenzo, c'est sa participation aux manifestations contre le G8 à Gênes en 2001 qui lui est reprochée ; rappelons que lors de cet événement, les manifestant-es avaient été blessés-es en masse (plus de 600) et une personne tuée par les violences policières. La Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE) a choisi l'option la plus radicale qui lui était offerte : elle permet l'introduction d'une loi liberticide dans tout l'espace européen. De plus, elle ouvre la voie à une jurisprudence, à la fois dans l'UE et en France, en renforçant le caractère automatique des Mandats d'Arrêt Européens (MAE, qui remplacent les extraditions, négociées jusqu'alors entre États). Pour revenir sur la bataille en cours, le MAE qui vise Vincenzo a été contesté dès son interpellation, en Bretagne en août 2020. Deux Cours d'arrêt (Rennes et Angers) l'ont rejeté, mais ces décisions ont à chaque fois été contestées devant la Cour de cassation. La dernière, en janvier 2021, a préféré demander son avis à la CJUE. Cela prouve bien qu'il s'agit d'une affaire sensible, politique en tous les sens du terme et qui fera jurisprudence. Il s'agit bien d'un renforcement des lois et des mécanismes judiciaires, partout en Europe, qui permet de viser des militant-es politiques. Dans un contexte politique national et européen qui tend vers toujours plus de répression envers les militant-es progressistes et a contrario plus de complaisance pour l'extrême droite et les réactionnaires, nous ne pouvons que nous inquiéter des conséquences sur le mouvement social dans son ensemble. Les enjeux de cette affaire vont donc bien au-delà de Vincenzo Vecchi. Une bataille juridique est nécessaire, en dépassant l'échelle individuelle et même l'échelle « nationale ». L'audience devant la Cour de cassation le 11 octobre prochain à Paris sera décisive. Pour endiguer la répression, la mobilisation populaire est également indispensable, afin de protéger nos libertés fondamentales, comme le droit de manifester ici ou ailleurs, en renforçant le caractère internationaliste de nos luttes ! Malgré la mobilisation d'habitant-es de Rochefort-en-Terre (56) et alentours, ainsi que d'autres soutiens divers, à travers les « Comités de soutien à Vincenzo », ce combat ne sera pas victorieux sans une mobilisation forte et hétéroclite. Des initiatives sont à venir et toute aide est bienvenue.

Solidarité avec Vincenzo, solidarité internationale !

Contact : comite.soutien.vincenzo@gmail.com

Les fous de Dieu de retour en Anjou

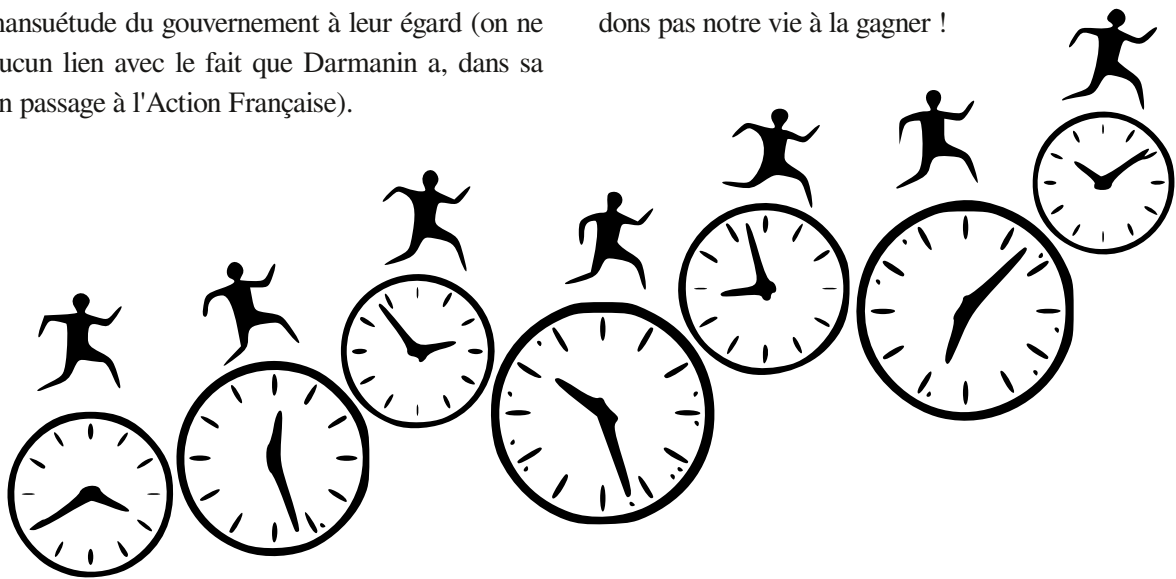
Encore une fois, le groupuscule d'extrême droite Academia Christiana a choisi un établissement hors contrat du Maine et Loire pour tenir son université d'été. Organisation proche (et c'est un euphémisme) de l'Alvarium, de l'aveu même des renseignements intérieurs, toutes deux appelant à faire « sécession », sans que cela n'émeuve le Ministre de l'Intérieur trop occupé à taper sur les musulmans.

Après une précédente édition 2020 à Nyoiseau, une délocalisation en Normandie pour l'édition 2021, le groupuscule d'extrême droite radicale Academia Christiana est revenu, pour 2022, en Anjou, à Bécon-les-Granits. Un grand merci aux camarades du RAAF pour avoir sorti l'information. Une fois n'est pas coutume c'est bien l'école Bois Robert, hors contrat, qui a accepté de les accueillir. Pour le directeur de cet établissement tout ce tapage vient du fait « que les catholiques sont facilement attaqués » (on notera sa présence tout au long de l'évènement). Même si en Anjou ce sont plutôt les séides de l'Alvarium qui aiment jouer du poing. Au programme de ce joyeux raout : messe, conférence, sport (principalement la boxe) et concert de Franc-Tireur Patriote, qui outre reprendre le nom d'un groupe de résistants communistes et étrangers luttant contre l'occupant nazi, est connu pour ses penchants fascistes et néo-nazis. Encore une fois, ces conférences ont regretté le « vieux monde » et conspué le monde moderne.

L'extrême droite radicale poursuit son œuvre et appelle à faire sécession. De nombreuses organisations ne se cachent même plus. On peut citer la Fraternité Saint Pie X, les survivalistes ou de nombreux groupes qui appellent à s'organiser en venant repeupler certains villages où la population ne cesse de décroître pour retrouver un entre soi fantasmé. A l'heure où le gouvernement ne cesse de pointer le risque sécessionniste des musulmans ou d'une frange du mouvement social, on ne peut que noter la mansuétude du gouvernement à leur égard (on ne fera bien sûr aucun lien avec le fait que Darmanin a, dans sa jeunesse, fait un passage à l'Action Française).

Ouverture dominicale : re-gagner le droit au repos

L'hypermarché Carrefour Saint Serge a fait parler de lui ces dernières semaines avec la volonté de son patron d'ouvrir le magasin le dimanche matin. Et ce n'est pas la première fois que la direction tente d'imposer cette ouverture aux salarié-es. Il y a plusieurs années cette « proposition » avait été rejetée en bloc par les organisations syndicales, alors unies sur la question. Mais alors que le patron tente de remettre le sujet sur le tapis, les organisations syndicales sont de plus en plus divisées. La CFDT et FO, sous couvert d'obtenir des avancées notables pour les salarié-es (on attend toujours de savoir lesquelles) sont favorables à un accord sur l'ouverture dominicale. La CGT y reste fermement opposée et on la soutient évidemment. On notera au passage le grand écart réalisé par la CFDT et FO qui s'opposent au travail le dimanche au niveau de leurs Unions départementales mais y sont favorables au sein de l'entreprise... Mais derrière cette actualité contre les droits des salarié-es de Carrefour se cachent des attaques répétées contre le repos dominical. Depuis plusieurs années de nombreuses enseignes de la grande distribution mettent en place des créneaux d'ouverture de plus en plus importants en empiétant notamment sur le repos dominical. C'est pourtant un droit arraché de hautes luttes et que nous devons défendre. Rappelons-nous que sans doute plus de personnes sont mortes pour la réduction du temps de travail et le droit au repos que pour le droit de vote, mais c'est un autre sujet ! Globalement le patronat a lancé depuis plusieurs années une offensive contre le repos des salarié-es en imaginant une fois encore nous faire travailler plus. Et c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de faire entendre notre voix et de faire valoir notre droit au repos. Réduire drastiquement le temps de travail (évidemment sans perte de salaire!), travailler moins pour travailler toutes et tous, voilà des mesures que nous devons mettre en avant. À Carrefour comme ailleurs, ne perdons pas notre vie à la gagner !



Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

S'informer

